

LA CHRONIQUE POLITIQUE

Bukavu vit sous la coupe des rumeurs souvent les plus fantaisistes. Présence de la DSP, mise en circulation par le gouverneur des billets de 5 millions de zaires, la chasse aux sorciers... Ces rumeurs sont parfois relayées par certains partis politiques puisque le n° 1 sud-kivu en sait quelque chose pour en avoir fait des frais, en dépit de ses multiples déclarations à la radio locale. Aux rumeurs s'ajoutent des affiches et autres tracts qui sont le pain quotidien des habitants de Nyamugo aux "Deux poteaux", à "l'Essence" et au "Carrefour" de Kadutu. Sans oublier devant la BCZ où les curieux viennent s'abreuver de ces rumeurs rendues, pour les circonstances, officielles.

C'est dans la méditation que le MNC/L au Sud-Kivu a célébré le 32ème anniversaire de la mort de M. Patrice Emery Lumumba, Premier ministre du premier gouvernement congolais et héros national, mort dans les circonstances douloureuses le 17 janvier 1961 alors qu'il tentait de gagner Kisangani, son fief électoral. A Bukavu, le temps fort de manifestations était le match qui a opposé la jeunesse de Kasha à celle de Bagira au stade de Nyakavogo. Le MNC/L a profité de la circonstance pour condamner les manœuvres dilatoires du président Mobutu, tendant à entraver l'action du gouvernement Tshisekedi. Pour leur part, l'Union sacrée et la Société civile ont organisé le 18 janvier une journée de recueillement marquée par des prières suivies d'une représentation théâtrale en la salle de Nyawera. Ce montage théâtral avait pour l'essentiel la pièce du dramaturge martiniquais Aimé Césaire intitulée "Une saison au Congo".

Le Comité Anti-Bwaki a, le 8 janvier en son siège social de Bukavu, lancé la campagne de vulgarisation et d'explication des travaux de la Conférence nationale souveraine. Celle-ci prendra une année à travers les cités et les villages du Sud-Kivu. Pour M. Bagenda Balagizi, président de la Société civile du Sud-Kivu et secrétaire général du Comité Anti-Bwaki, la CNS était au départ un forum entièrement piégé, un défilé public qui servirait de cadre de légitimation par de nouvelles promesses au peuple pour une démocratie en chambre. D'où le multipartisme de façade et l'invitation des gens indignes pour acclamer les décisions. Mais toutes ces stratégies sont tombées à l'eau entre autres par les élections de Mgr Monsengwo et M. Iléo comme président et premier vice-président du bureau définitif, l'élection de M. Tshisekedi comme premier ministre ainsi que l'adoption du projet de constitution de la 3ème République. Le professeur Wasso Mbilizi de l'ISP/Bukavu a pour sa part insisté sur le fait que la démocratie restait un idéal et un combat. La CNS devrait nous faire prendre conscience de la nécessité de changement des mentalités. Ayant dégagé les causes de notre échec, nous avons balisé l'avenir pour que cela ne nous arrive plus jamais, a conclu le professeur Wasso Mbilizi.

Le monde des artisans de Bukavu s'est, le 12 janvier dernier au CRONGD/Sud-Kivu, retrouvé pour entendre le rapport de son délégué à la CNS, M. Chirhalwirwa Nkunzimwami. Celui-ci a rassuré sa base que ce forum a envisagé de nouvelles structures pour la revalorisation de la culture. Notamment la création d'une académie nationale des langues, arts, sciences, cultures, histoire... avec des représentations régionales ; l'implantation d'un centre culturel dans chaque agglomération d'au moins 100.000 habitants. Toutes ces propositions sont contenues dans le rapport de la commission socio-culturelle de la CNS. M. Chirha a exhorté les artisans du Sud-Kivu à préserver leurs œuvres et d'en déposer même avant la parution un extrait ou un modèle à la Sonoca pour témoignage en cas de plagiat.

Kasha, quartier populaire de la zone de Bagira, continue à faire parler de lui. Dernièrement, l'Hôtel de ville de Bukavu était assiégué par des partisans du PDSC et du SIKASH afin d'obtenir du maire le départ de M. Cebweru, chef de ce quartier. Ce dernier vit à couteaux tirés avec le président du SIKASH pour une question de leadership. Après le siège de plusieurs jours, le commissaire urbain de Bukavu M. Migale Mwene Malibu a promis l'examen du dossier par son assistant. On s'attendait à l'effacement de Cebweru dont l'adjoint serait le beau-père de M. Cimanuka qui est également le président provincial du Pdsc au Sud-Kivu.

Le professeur Samba Kaputo et M. André Nyangezi, membres du comité national de l'UFERI/radicale ou aile-Mwando, avaient séjourné à Bukavu il y a 2 mois. Pour s'enquérir de la réalité de leur parti au chef-lieu du Sud-Kivu. Pendant leur séjour à Bukavu et à la suite des divergences de vues observées lors d'une rencontre à Nyawera, ils avaient estimé d'abandonner l'ancienne appellation "UFERI" qui symboliserait la personne de M. Nguz a Karl-i-Bond. Ce parti vient de baptiser l'UFERI radicale sous le nom de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (UNAFED) dont MM. Christophe Sheria Mabano, Ussa-wa-Numba et Julien Mutombo sont les représentants au niveau provincial (Sud-Kivu).

Conseil des ministres Mobutu saigne le Trésor public

Malgré la violation, par le chef de l'Etat, du compromis politique global et de l'acte portant dispositions constitutionnelles relatives à la période de transition, les membres du Gouvernement de transition continuent à travailler sous l'œil protecteur du H.C.R. Le jeudi 7 janvier 1993, ils se sont réunis en conseil sous la supervision du Premier ministre, M. Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Deux points ont figuré à l'ordre du jour de leur conseil : l'examen des dossiers techniques et les divers.

Avant d'aborder les points à l'ordre du jour, le ministre du plan et ressources et ravitaillement, M. Amedée Kirarahunu, qui se trouve être le président du comité de conjoncture, a fait à l'intention du conseil un rapport selon lequel des nouvelles coupures de 5.000.000Z sont arrivées à Kinshasa depuis le mercredi 6 janvier 1993.

Par ailleurs, la Miba, dont la situation financière n'est guère brillante, a sollicité au Gouvernement le report des paiements de ses droits et taxes à l'Etat.

Le Gouvernement a décidé de lui accorder trois mois de grâce. Et enfin le comité de conjoncture avait, devant le peu de collaboration dont fait la Banque du Zaïre, jugé utile d'ouvrir un compte R.M.E. auprès de la City Bank.

Le rapport du comité de conjoncture parle également de la volonté du Gouvernement de revoir à la hausse les salaires des magistrats. Mais il estime que cette augmentation devrait se faire dans une vision globale dans la mesure où elle devrait concerner aussi les salaires des professeurs d'université, et ceux des médecins.

Poursuivant avec l'examen des dossiers techniques, le conseil s'est penché sur le dossier du programme d'action du ministère des Travaux publics et aménagement du territoire présenté par le titulaire de ce ministère. Il se dégage de ce dossier (qui inclut une ébauche du programme à court, moyen et long terme de l'action gouvernementale en matière de construction des routes, réhabilitation des anciennes, du bon fonctionnement des services

de voiries, de la construction et de la réhabilitation des ponts et bacs) la réelle volonté et l'engagement ferme du ministère des T.P. & A.T. de bien planifier toute l'action à mener dans ce secteur dont le rôle capital en matière de relance économique est évident.

Cette ébauche du programme routier, qui constitue la première partie, embrasse les aspects suivants : un réseau primaire d'axes principaux couvrant des intérêts socio-économiques interrégionaux, des bretelles à grand trafic reliant ces axes du réseau primaire vers les autres centres du territoire national, la nécessité d'intervenir en priorité sur les axes avec un trafic élevé et la nécessité de faciliter la circulation et permettre le désenclavement de toutes les zones actuellement enclavées. Pour le financement de ces travaux, le ministère des T.P. & A.T. qui n'a nullement négligé les ressources internes, a insisté sur le déblocage rapide des financements extérieurs, actuellement suspendus, tant le coût totalise plusieurs centaines de millions de dollars US.

Dans la rubrique "divers", plusieurs communications ont été faites par les membres du Gouvernement. Parmi celles-ci, il y a celle du ministère des Finances, budget et portefeuille, M. Benoît Atale. Celui-ci a déploré la mauvaise gestion des fonds publics à la Banque du Zaïre. Selon le compte-rendu du conseil, du 3 au 31 décembre 1992, une somme de 17.637,1 milliards de zaires a été retirée au profit de la Présidence de la République au mépris de la loi budgétaire 1992 fixant la dotation présidentielle à 250 milliards de zaires.

Toutes ces sorties, indique le compte-rendu, se sont effectuées au mépris des instructions du Premier ministre se rapportant aux dépenses de fonctionnement. Et pour mieux que d'empêcher, depuis le 2 décembre 1992, les membres de la cellule du visa d'exercer les prérogatives leurs dévolues notamment éviter la débauche désordonnée et abusive des comptes du Trésor public.

Ce n'est pas tout. Grâce à ses

investigations, la cellule de visa a pu établir qu'une somme de 7.636.058.676.989 zaires était irrégulièrement soustraite du compte du Trésor Public au profit de la même Présidence de la République et que selon d'autres renseignements, d'autres sommes ont été illégalement retirées. C'est le cas par exemple de zaires 450 milliards payés aux secrétaires de l'administration publique sur un montant de 1.800 milliards de zaires sollicités de 2.500 milliards de zaires retirés par la Snel en coupures de 5.000.000 Z.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouverneur de la Banque du Zaïre multiplie ses stratégies. Pour rendre plus opaque la gestion de la Banque du Zaïre, M. Nyembo Shabani vient de procéder à une nouvelle mise en place des agents. Mais le ministre des finances reste persuadé que l'assainissement des finances publiques passe nécessairement par la maîtrise, par le gouvernement, de la Banque du Zaïre. C'est ainsi qu'il a préconisé la nomination à la tête de cette entreprise publique des gestionnaires intègres et compétents, l'envoi d'un audit de la Cour des comptes à la Banque du Zaïre et la reprise des activités de la cellule de visa après ordonnancement.

Le Premier ministre croit en l'avenir du processus démocratique. Et c'est en ces termes qu'il a introduit le conseil des ministres de jeudi 7 janvier 1993, en rapport avec l'entretien qu'il a eu avec les membres du H.C.R. le lundi 4 janvier 1993 : "Il serait erroné de croire que le réaménagement de l'actuelle équipe gouvernementale serait la solution idéale à l'impasse politique observée aujourd'hui dans notre pays. "Le vrai et unique problème est que le Président Mobutu refuse de s'impliquer dans l'Acte de la Conférence Nationale Souveraine portant dispositions constitutionnelles pendant la période de transition. Le jour où il s'impliquera dans l'esprit de cet Acte, l'actuelle impasse politique fondra comme neige au soleil".

Tiré "de la Semaine" N° 95

"L'intouchable"

Il fut un homme de haut rang, un dignitaire. Il fut tour à tour professeur, gouverneur, ministre, ambassadeur. Puis il devient intouchable. Alors il ravit des propriétés aux autres. Les accusations portées contre lui étaient sans objet, car les procès étaient gagnés d'avance.

Du bout du doigt, il passait commande, les marchandises lui étaient livrées, mais les factures demeuraient impayées. Même avec un compte sans provision, il lui suffisait d'un bout de papier portant un montant quelconque, et la banque remettait des briques au porteur. Il s'offrait gratuitement des week-ends par avion en Europe, seulement pour des films en première vision.

Mais tout a un début et une fin. L'Etat permissif céda la place à l'Etat de droit. Le véritable propriétaire de la parcelle qu'il habitait récupéra et terrain et immeuble. Le magnat fut délogé.

Le parc automobile se vida et les véhicules réintégrèrent leurs destinations de départ dans les différents services publics. La Banque n'acceptait plus de libéralités. L'ex-dignitaire devenu locataire, mais déclaré insolvable, alla chercher asile chez un membre de sa famille, puis chez un cousin à son épouse.

Plus personne ne faisait attention à notre homme. C'était un individu comme tout autre. Celui qui fut autrefois un intouchable par

l'impunité dont il était couvert, devenait intouchable à cause de la misère : plus d'amis, plus d'honneur, plus rien. Il avait bâti sa vie sur le sable du vol, du mensonge, de la concussion, de la corruption et la tempête de l'histoire avait tout balayé. Misère...

Il existe deux sortes de misère. La misère de manquer du strict nécessaire, et celle de tout posséder, mais de s'ennuyer avec son superflu et de le gaspiller pour s'occuper, car les gens vous ont laissé consommer tous vos avoirs seuls, préférant demeurer sans tache au lieu de se compromettre avec l'argent sale.

Tiré de "Renaitre" du 15 novembre 1992